



Intervention de l'Union Locale CGT d'Arles le 16 novembre 2017

Aujourd'hui, 16 novembre, les salariés sont appelés à une 4e journée de grèves et de manifestations, avec cette fois un élargissement unitaire dont nous nous réjouissons. C'est une bonne nouvelle qu'un plus grand nombre d'organisations syndicales appellent à riposter contre les ordonnances et plus globalement contre la politique du gouvernement. Il y a besoin de ces temps forts où l'on se retrouve tous ensemble.

Il est clair, que certains syndicats considèrent que les mobilisations ne servent à rien ou qu'elles ne sont pas encore d'actualité. **Pour notre part, nous sommes convaincus que les grèves et les manifestations restent, en France comme partout dans le monde, efficaces.**

Le mécontentement est là, sur les ordonnances comme sur le reste de la politique conduite. Il est nécessaire de rappeler que les routiers, les portuaires ont démontré qu'il est possible de maintenir les conventions collectives au centre des règles sociales. Les journées interprofessionnelles sont importantes pour donner confiance en montrant que chacun ne se bat pas seul dans son coin, parce qu'on ne gagnera qu'en regroupant les mobilisations, il faut fédérer les mécontentements.

Sur les ordonnances, la CGT ne lâchera rien, qu'elles soient validées ou non par le Parlement. La question des salaires, par exemple, est posée dans toutes les entreprises. La France est un pays de bas salaires.

La question des services publics et celle de la place de la fonction publique sont également incontournables. Toutes ces attaques, au-delà de l'appauvrissement généralisé au profit d'une minorité, ont comme conséquence directe la fin de l'accès aux services publics de proximité.

La dernière décision du gouvernement, concernant la fermeture des guichets d'accueil en préfecture, ne peut que nous alerter. Demain, plus de possibilité de faire valoir ses droits face à une organisation de plus en plus figée.

Un chômeur sur deux ne bénéficie d'aucune allocation. On est loin du profiteur tel qu'on nous le présente aujourd'hui. La volonté du gouvernement est de remettre en cause notre modèle de protection sociale solidaire. La bataille doit s'amplifier. Le salaire n'est pas

seulement la somme en bas de la feuille de paie. Il faut regarder aussi le haut, le salaire différé qui sert à financer l'hôpital ou les retraites. Une négociation s'ouvre sur les régimes complémentaires des cadres Agirc-Arrco qui pourrait conduire à une baisse des pensions pour les futurs retraités, et à une perte de revenus d'une année sur l'autre pour ceux qui sont déjà à la retraite. C'est la philosophie du Medef et du gouvernement.

Sans parler des droits rattachés aux salariés détachés, quelle mascarade ! sur les chantiers nous n'avons jamais rencontré un seul salarié détaché payé comme un salarié en France. D'un côté ils osent dire que les conventions collectives s'appliqueront à tous les travailleurs et de l'autre ils veulent graver dans le marbre l'inversion de la hiérarchie des normes qui casse ces mêmes conventions collectives !

Ils ont comme seul objectif, la baisse du coût du travail. Avec le scandale des Paradise Papers, l'actualité nous montre que de l'argent, il y en a, et qu'il est caché dans des paradis fiscaux. D'où vient-il ? Du fruit du travail. L'argent coule à flot dans notre pays, toujours au profit des mêmes et en circuit fermé ! Ce n'est plus tenable !

Une chose est sûre, rien n'est figé sur le terrain social, ceux du Medef comme ceux du gouvernement qui pensaient pouvoir déposer des chrysanthèmes sur les mobilisations peuvent ramasser leurs pots de fleurs ! la preuve aujourd'hui ! nous sommes encore là !

Certains pensent qu'ils ont marqué des points, avec des votes unilatéraux à l'Assemblée Nationale tant sur les ordonnances que sur l'ISF et sur l'état d'urgence permanent ! Personne n'est dupe !!!!

Oui nous voulons répliquer à cette politique de casse de 120 ans de droits sociaux acquis grâce à nos luttes, à cette politique libérale cohérente et globale du gouvernement et du Medef. Une mesure ne chasse pas l'autre, elles s'accumulent.

Tout fait partie du même projet de casse en profondeur de notre système social. Ils ont une logique à débiter par les ordonnances, cassant le code du travail, les droits des salariés et de leurs élus et à poursuivre avec un budget pour les riches avant de s'attaquer à la protection sociale, à la retraite et aux ressources des collectivités.

Nous refusons une société faite de mini-boulots et de la loi de la jungle !

Nous combattons leur volonté de casse de notre protection sociale.

Nous récusons leurs affirmations selon lesquelles « 30% des dépenses de l'assurance-maladie ne sont pas pertinentes ». C'est toujours ce refrain chanté en boucle par tous les ultra-libéraux : les Français dépensent trop pour se soigner ; ils restent trop longtemps à l'hôpital ;

ils bénéficient d'arrêts maladie de complaisance. Il suffit de se rendre dans un hôpital, dans une maison de retraite médicalisée ou de vivre dans un désert médical pour avoir une idée des dégradations en cours.

Nous voulons des moyens pour l'Hôpital Public avec un budget nécessaire à un fonctionnement qui réponde aux besoins des personnels et au respect de leurs droits statutaires, aux besoins criant d'emplois dans les hôpitaux et aux besoins sociaux et sanitaires de la population.

3

Dans ce contexte, la Direction de l'Hôpital d'Arles a décidé de supprimer les postes des 5 ambulanciers et par conséquence du SMUR blanc. Non Monsieur le Directeur de l'Hôpital d'Arles, non Monsieur le Président du Conseil de surveillance, non Monsieur le Directeur de l'A.R.S et non Madame la Député : nous ne vous laisserons pas détruire le Service Public hospitalier dans notre localité. La population d'Arles, a des besoins vitaux en matière sanitaire.

Nous usagers de l'Hôpital Public de notre localité, nous refusons de nous voir imposer les seuls critères comptables relatifs à la mise en œuvre du contrat de retour à l'équilibre financier imposé par la Ministre de la Santé à travers les lois successives et régressives telles que la Loi Santé et aujourd'hui la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoire. Critères que vous appliquez, Monsieur le Directeur de l'Hôpital avec zèle et unilatéralement, faisant fi du dialogue social dans l'établissement et du respect que vous devez aux personnels.

Nos organisations, avec les personnels hospitaliers et les usagers de l'Hôpital public de proximité, continueront à exiger le maintien de l'organisation et le fonctionnement du SMUR blanc avec ses 5 ambulanciers.

Contrairement à une propagande copiée sur les fascicules du Medef, les enjeux de la protection sociale ne se réduisent pas à des problèmes comptables et de gestion. C'est un enjeu humain de première importance. Les difficultés de la sécurité sociale sont organisées sous la pression du Medef, qui se font sans cesse exonérer de leurs contributions au bien commun. Elles ne veulent plus de Sécurité Sociale à la française, celle-là même qui plonge profond ses origines dans l'histoire des luttes populaires nationales. Derrière les thèses macronistes de la recherche de la réussite, de l'adoration du mérite se cache le projet de détruire toutes les institutions promouvant la solidarité et les projets communs. L'objectif de

la Sécurité Sociale est de faire vivre la solidarité dans la nation. Solidarité entre générations, solidarité entre actifs et inactifs, solidarité entre bien portants et malades, entre valides et invalides. Solidarité basée sur les contributions financières à la caisse commune à partir du travail et de la plus-value qu'il produit : ce sont les cotisations sociales. Quand le travail est malmené, précarisé, saccagé, la sécurité sociale est asphyxiée.

Rien à voir donc avec une « charge » comme se plaisent à nommer les cotisations sociales tous ceux qui ne rêvent que de privatiser un système qu'ils voudraient voir entièrement entrer dans leurs profits. Les requins des assurances privés s'y préparent depuis longtemps. En réduisant les cotisations sociales pour augmenter le salaire direct non seulement on exonère le patronat de la question centrale de l'augmentation des rémunérations, mais on tarit la source qui permet de faire face en commun à la maladie, aux accidents du travail, aux besoins de base de la famille et à la vieillesse. Chacun paiera très cher cette lourde imposture avec pour les plus fortunés, une vraie assurance privée et pour les autres, les plus nombreux une assurance de seconde zone.

Monsieur le Président de la République, nous ne voulons pas de la société inégalitaire que vous voulez remettre en place avec une aristocratie financière pour qui tout est permis et des « gueux » sans aucun droit sauf celui de mourir au travail.

Pour nos revendications et dans l'unité,

Toujours indignés, toujours debout, ne laissons pas le patronat et le gouvernement décider à notre place, notre avenir nous appartient.

Tout est possible pour celles et ceux qui luttent.